

auditors that the Bank would stand or fall by the strategy it had adopted to manage the problem accounts and that the success of the strategy was dependent upon the economic recovery of these two sectors in Alberta and the U.S. These management and accounting practices have resulted in an understatement of non-current loans, an understatement of loan loss and an overstatement of earnings. They also explain the disparity between the current loan loss of \$25,183,000 officially disclosed at the end of fiscal year 1984 and the marginal loans of \$530,000,000 identified by the support group in late March. In light of CCB's internal control problems revealed in the post-audit letter of March 1, 1985, the ability and competence of senior management as well as its effective control over the operations of the Bank must now be seriously questioned.

Despite requests for the documentation, the two schedules referred to in the 1983 memorandum were not provided to the Committee. Therefore, the Committee is not in a position to ascertain the extent to which interest was being capitalized and the degree of inadequacy in the Bank's loan loss provision. According to documentation relating to the annual pre-inspection of CCB, the OIGB has considered the Bank's interest capitalization policy as an ongoing concern. However, what action the OIGB has pursued with the Bank is unclear because the Committee was denied access to the Inspection Report prepared by the OIGB at the end of its annual inspection. Further requests by the Committee to CCB for the amount of capitalized interest as well as the amount of assets which have been subject to interest capitalization could not be provided on time by the Bank for a variety of technical reasons.

THE FINAL SIX MONTHS

While CCB may have made an unwise acquisition in the Westlands Bank and has been engaged in imprudent management and accounting practices, the events that ultimately forced the Bank to recognize its doubtful accounts on hand appear to have begun last September. It would seem that CCB, having complied with the minimum capital injection requirement of U.S. \$15 million to complete its takeover of the Westlands Bank in the summer, was channeling much of what otherwise would have been Westlands' activities to its own U.S. Agency in Santa Ana where Westlands was headquartered. As foreign banks and U.S. agencies of foreign banks in California are under the regulatory authority of the Federal Reserve Bank (FRB) in San Francisco, the latter examined and reviewed the portfolio of assets held by CCB's U.S. Agency as at September 30. As at October 31, total assets amounted U.S. \$343,190,000. By January 31, 1985, they had declined to U.S. \$257,900,000. At the same time, OPEC dropped the price of oil by U.S. \$1 per barrel to U.S. \$28 and the spot price fell in February to U.S. \$26. On February 20, the FRB of San Francisco informed the OIGB about the

somme totale des intérêts capitalisés et du capital restant dépassait la valeur de la garantie supplémentaire. Enfin, compte tenu de leur importante vulnérabilité touchant les prêts dans ces deux secteurs, la BCC avait été prévenue par les vérificateurs externes que la Banque réussirait ou faillirait suite à l'application de la stratégie adoptée pour gérer les comptes à problème et que le succès de cette stratégie tenait à une reprise économique de ces deux secteurs en Alberta et aux États-Unis. Ces pratiques de gestion et de comptabilité ont eu pour effets une sous-estimation des prêts à long terme et des pertes sur prêts et une surestimation des revenus. Elles permettent également d'expliquer la disparité entre des pertes officielles de 25 183 millions de dollars sur des prêts à court terme rendus publics à la fin de l'année financière 1984 et des prêts marginaux de 530 millions de dollars mis à jour par le groupe de soutien à la fin-mars. À la lumière des problèmes de contrôle internes de la BCC révélés dans la lettre de post-vérification du 1^{er} mars 1985, il faut remettre sérieusement en question l'aptitude et les compétences de la haute direction ainsi que l'efficacité de ses mécanismes de contrôle sur les activités de la Banque.

Malgré les demandes de documents formulées par le Comité, les deux annexes mentionnées dans le memorandum de 1983 n'ont pu être obtenues. En conséquence, le Comité n'est pas en mesure d'établir dans quelle mesure l'intérêt faisait l'objet d'une capitalisation, ni dans quelle mesure les provisions pour perte sur prêts de la Banque étaient insuffisantes. Selon la documentation se rapportant à la pré-inspection annuelle de la BCC, le BIGB considérait que la politique de capitalisation des intérêts de la Banque était une préoccupation continue. Toutefois, les mesures prises par le BIGB et la Banque demeurent imprécises car le Comité n'a pu avoir accès au rapport d'inspection préparé par le BIGB à la fin de son inspection annuelle. De plus, la Banque n'a pu donner suite à d'autres demandes formulées par le Comité concernant la somme des intérêts capitalisés ainsi que la somme des actifs ayant fait l'objet d'une capitalisation d'intérêt, et ce pour diverses raisons techniques.

LES SIX DERNIERS MOIS

Bien que la BCC a pu être mal avisée d'acquérir la Westlands Bank et a pu appliquer des pratiques imprudentes de gestion et de comptabilité, les événements qui ont ultimement amené la Banque à reconnaître ses créances douteuses semblent remonter à septembre dernier. Il semblerait que la BCC, après avoir répondu à la demande d'injection d'un minimum de capital de 15 millions de dollars U.S. pour compléter l'acquisition de la Westlands Bank au cours de l'été, ait transféré à sa propre agence de Santa Ana aux États-Unis les activités de la Westlands dont le siège est également à Santa Ana. Comme les banques étrangères et les agences américaines des banques étrangères en Californie relèvent de la Federal Reserve Bank (FRB) à San Francisco, celle-ci a examiné et revu le portefeuille des actifs de l'agence américaine de la BCC au 30 septembre. Au 31 octobre, la BCC avait des actifs totalisant 343 190 millions de dollars U.S. Le 31 janvier 1985, ces actifs ne représentaient plus que 257 900 millions de dollars U.S. Au même moment, l'OPEP abaissait le prix du baril de pétrole de un dollar U.S. soit à 28 \$ U.S. et le prix «spot» tombait à 26 \$ U.S. en février. Le 20 février, la